



Union communiste internationaliste (trotskyste)

Le capitalisme c'est la guerre, il faut le renverser !

Dans les discours de nouvel an des chefs d'Etat, le bruit des bottes se fait de plus en plus entendre.

Dans une longue interview dans Le Soir, le premier ministre belge Alexander De Croo évoque « l'ennemi actif russe », la Chine « rivale » et réclame une Europe « plus musclée ». Il emboîte le pas au chef de l'armée belge Michel Hofman qui a entamé une véritable tournée de propagande, avec vidéos et interventions répétées dans les médias, pour expliquer qu'il « faut se préparer à une guerre avec la Russie dans les 5 à 8 ans ».

Le chancelier allemand évoque dans une interview l'éventualité de devoir « réagir à une intensification de la guerre par la Russie » et le président français, Macron, veut que l'école serve au « réarmement civique » qui doit compléter « le réarmement économique ». Oui, ce sont bien nos enfants qui demain auront l'âge d'être appelés dans les armées, que les dirigeants du monde capitaliste préparent au sacrifice !

Et pour quoi ? Soi-disant pour « la paix », pour « la démocratie », pour défendre « nos pays » contre « nos ennemis ». Mais ce n'est pas vrai ! Qui a fait la guerre pour coloniser la Chine jusqu'au milieu du 20ème siècle, coloniser le Moyen-Orient et l'Amérique du Sud, et colonise aujourd'hui encore l'Afrique, même si c'est sous d'autres formes ? Ce sont les banques et grandes entreprises anglaises, hollandaises, françaises, belges, américaines qui se sont comportées en rapaces sur tous les continents ! C'est pour cela que les pays capitalistes de l'Occident, dont la Belgique, sont riches et que la

plupart des pays du Moyen-Orient, d'Asie, d'Afrique, d'Amérique latine sont pauvres, voire très pauvres.

Et aujourd'hui les prédateurs capitalistes continuent leur guerre économique pour s'approprier les marchés mondiaux, pour le contrôle du gaz, du pétrole, des minerais, des terres rares, y compris par la guerre tout court.

La guerre, c'est déjà la réalité que vivent des millions d'êtres humains, lointains ou proches.

L'armée israélienne, tête de pont de l'armée américaine au Moyen-Orient, continue d'écraser la population de Gaza sous les bombes. Dans cette zone d'un peu plus du double de la Région de Bruxelles, il y a plus de 22 000 morts et des dizaines de milliers de blessés et de disparus, dont 70% de femmes et d'enfants. Les responsables politiques occidentaux protestent de pure forme, mais refusent toute sanction contre le pouvoir en Israël et acceptent de lui livrer les armes pour poursuivre un massacre.

En Ukraine, la jeunesse des deux côtés est fauchée dans des offensives atroces tandis que les populations, ukrainienne surtout, et russe subissent des bombardements. Qui fournit les obus et les missiles qui écrasent les soldats, les immeubles, les écoles ? Pas que la Russie, l'Iran et la Corée du Nord ! Beaucoup sont fournis par les entreprises d'armement occidentales qui s'enrichissent dans la guerre !

Des milliers de réfugiés, qui fuient la famine et les guerres en Afrique et au Moyen-Orient, se noient en Méditerranée. Les gouvernements interdisent ou limitent leur sauvetage par des

bateaux humanitaires, pendant que l'OTAN envoie des armadas de navires de guerre protéger les bateaux de commerce en Mer Rouge, ou patrouiller au large de la Guyane, en Amérique du Sud, où de nouveaux champs pétroliers ont été découverts.

Non, ce ne sont pas les moyens qui manquent pour supprimer la faim dans le monde et fournir eau et électricité à tous les peuples ! Mais les pays capitalistes occidentaux continuent d'utiliser les technologies les plus modernes, et d'énormes moyens, pour imposer leur domination et leur pillage des autres peuples. Voilà les véritables causes des guerres !

A la préparation de la guerre à l'extérieur s'ajoute la guerre sociale à l'intérieur que les patrons et les gouvernements à leur service mènent sans répit contre les travailleurs. Le « Pacte Migratoire », voté en France avec les voix du Rassemblement National, est l'occasion de restreindre les droits des travailleurs étrangers alors que sans eux l'économie ne pourrait pas fonctionner. Ces attaques se doublent de démagogie contre les chômeurs, les malades, présentés comme des « assistés », alors que ce sont les grandes entreprises qui peuvent toujours compter sur les milliards d'argent public, y compris quand elles licencient !

Et lorsque les travailleurs font grève contre leur licenciement, comme à Delhaize, ou contre une charge de travail intenable, comme chez Lidl, l'État vole au secours des patrons, avec ses tribunaux et sa police ! Pendant que les bourses sabrent le champagne, une partie toujours plus importante de la

classe ouvrière ne peut se loger, se chauffer, se soigner, nourrir correctement sa famille !

Car c'est bien la course aux profits, la rivalité des capitalistes pour s'approprier les richesses créées par les travailleurs, qui est la cause de ces reculs

de niveau de vie, de ces attaques contre tous les travailleurs, de cette haine distillée contre la classe ouvrière sous forme de racisme et de mépris social.

Alors, face aux menaces de guerres, contre le poison du nationalisme,

contre la misère qui monte, il faut transmettre aux jeunes générations de travailleurs la perspective du combat fondamental : celui de renverser le capitalisme pour le remplacer par la coopération communiste des peuples du monde entier !

Leur société

Maladie-invalidité : la révolution selon Vandembroucke !

Depuis le premier janvier, le gouvernement impose trois contrôles médicaux physiques par an aux travailleurs malades. Son but est d'exclure le plus grand nombre possible avant qu'ils ne tombent en invalidité c'est-à-dire après un an de maladie. Le nombre de travailleurs invalides a en effet explosé en 20 ans. Il est passé de 200 000 à 450 000.



Ces mesures vexatoires ne visent qu'à faire des économies sur le dos des travailleurs malades, en plus en faisant croire aux travailleurs encore valides que le problème serait la triche des malades alors qu'ils sont souvent malades suite à l'exploitation qu'ils ont subie, aux cadences infernales, aux produits chimiques...

Les médecins de l'INAMI ne guériront bien sûr personne et les exclusions qui s'en suivront pousseront encore plus de malades et d'invalides

dans la pauvreté. Et cela, le ministre socialiste Vandembroucke à l'origine de cette mesure le sait bien. Il a pourtant le culot de dire que sa mesure est une révolution !

Ce qui serait révolutionnaire, c'est de s'attaquer à l'exploitation patronale qui use prématurément les corps et les têtes. Mais pour cela, on ne peut pas compter sur les gouvernements. Seuls les travailleurs pourront l'imposer collectivement.

Inertie gouvernementale face aux inondations

Dans la nuit des 2 et 3 janvier, de fortes pluies ont causé des inondations en Belgique et dans le nord de la France. Des familles ont été forcées à déloger plusieurs nuits, ne sachant pas dans quel état elles retrouveraient leurs domiciles. Certaines n'ont pas eu d'électricité ou d'eau potable pendant plusieurs jours. Des maisons ne sont plus habitables.



La quantité d'eau tombée et les sols gorgés d'eau sont évidemment responsables des inondations... mais pas seulement ! Ce n'est pas la première fois que ces zones ont été inondées et les problèmes sont connus : les canaux sont mal entretenus, les canalisations sont

bouchées, les digues de protection ne sont pas construites ou consolidées...

En 2010, au bord de la Dendre en Flandre, des travaux avaient été annoncés par le gouvernement à la suite d'inondations. Aujourd'hui, les travaux ont commencé... seulement sur une des sept écluses à rénover !

Comme les terrains sont moins chers dans les zones basses potentiellement inondables, le coût des maisons y est moins élevé alors c'est là que se logent beaucoup de travailleurs. C'est pour cela que les gouvernements ne font pas grand-chose pour engager les travaux nécessaires pour améliorer la situation.

Ravage chez De Lijn

De Lijn supprime plus de 3000 arrêts, un sur six, sur le réseau à partir du 6 janvier. Ils disent vouloir concentrer les bus sur les lignes les plus demandées, les arrêts supprimés sont donc principalement dans les zones rurales. Du jour au lendemain, il va falloir trouver comment les enfants pourront aller à l'école, comment aller au travail, comment aller faire les courses...

Pour les arrêts restants, un quart seront desservis par des « flexbus à la demande ». Entendez : faites une demande et De Lijn vous dira comment « optimiser » votre trajet, c'est-à-dire vous proposera comment combiner le flexbus avec le bus ou le train, menant à des trajets plus compliqués avec plus de changements.

Des mobilisations sont prévues

Abonnement : 26 € pour 20 numéros, ou plus avec soutien.

Vous pouvez vous abonner à **Lutte Ouvrière** par virement IBAN : BE16 0004 2035 6974 BIC : BPOT BEB1 avec la mention : abonnement LOB et vos coordonnées postales.

ou par envoi de vos coordonnées et du prix de l'abonnement à la boîte postale BP 54, rue de la Clef, 7000 Mons.

Éditeur responsable : M. Woodbury, même adresse.

pour dénoncer le désinvestissement des services de transports en commun. Ce samedi 6 janvier, des actions syndicales des navetteurs ont été réalisées dans les grandes gares. Au même moment à la SNCB, les syndicats ont déposé un préavis de grève du 30 janvier au 1^{er} février.

Contre l'expulsion des pauvres !

La campagne électorale pour les élections de 2024 se prépare, avec son lot de déclarations nauséabondes. La dernière en date vient de Joëlle Maison (DéFI), qui veut mettre fin au logement social « à vie ». Selon elle, la solution à la file d'attente immense pour les logements sociaux est de limiter l'occupation à 9 ans maximum...

Les logements sociaux sont souvent occupés par des femmes qui élèvent seules leurs enfants, des travailleurs avec des salaires très faibles, des personnes qui ont de graves problèmes de santé, souvent à cause du travail. Mais les politiciens bourgeois préfèrent laisser croire que les locataires de logements sociaux sont des profiteurs qui ne veulent pas laisser leur place... pour qu'on ne s'en prenne pas aux vrais profiteurs, les capitalistes, qui sont responsables des faibles salaires, des accidents de travail, et du manque de budget pour les logements sociaux !

(S)Match inégal

Les attaques dans la grande distribution continuent. En septembre dernier, le groupe Louis Delhaize annonçait fermer ses magasins Smatch et Match en Belgique. Aujourd'hui, comme 19 magasins n'ont pas trouvé de repreneur, 163 travailleurs vont perdre leur emploi, avec toutes les conséquences que ça aura sur leurs vies et celles de leurs familles.

Pourquoi ? Parce que les grandes familles de la distribution alimentaire (Bouriez, Delhaize, Colruyt, Moulin, Arnault) qui ont fait des bénéfices records pendant le confinement, font payer aux travailleurs la baisse de la

consommation et la réorganisation du secteur.

Toutes milliardaires, ces familles revendent et se rachètent les magasins les unes aux autres depuis des années. Mais même si chaque groupe est en concurrence avec les autres, ces familles sont unies face aux salariés qui défendent leurs emplois et conditions de travail.

Alors le rapport de forces est inégal : d'un côté les familles capitalistes milliardaires, d'un autre les travailleurs du secteur de la distribution attaqués les uns après les autres ! Seule la lutte unie des salariés peut inverser la situation.

Les travailleurs trinquent, les actionnaires s'empifrent

Grève chez Delhaize, grève chez Aldi, grève chez Lidl, grève chez Colruyt : les travailleurs de la grande distribution affrontent les coups des patrons les uns après les autres, séparément.

Dans la guerre commerciale, les groupes concurrents se rachètent, ferment des magasins, licencient du personnel, bloquent les salaires, aggravent la flexibilité, accroissent constamment la pression sur les salariés.



Mais les actionnaires, eux, se portent à merveille. Fortune de la famille Moulin, actionnaire principal du groupe Carrefour : 4,5 milliards €, de quoi construire 2 000 écoles ! La famille Bouriez, actionnaire du groupe Louis Delhaize, propriétaire des magasins Cora (revenus à Carrefour) et des magasins Smatch et Match (revenus à Colruyt pour les uns, fermés pour les autres) : 2,4 milliards €. Jef Colruyt : 3,74 milliards €. Dieter Schwartz, actionnaire principal du groupe allemand Lidl : 47,2 milliards € (construction de 50 hôpitaux !).

Ce qui manque, c'est une lutte commune pour prélever sur tous ces profits de quoi embaucher et augmenter les salaires !

Depardieu : de l'art ou du cochon ?



Qu'est ce qui est le plus écœurant ? Macron qui n'a pas un mot pour les femmes victimes d'agressions sexuelles et sexistes et qui s'élève contre une soi-disant « chasse à l'homme » dont serait victime Depardieu ou le milieu proche de Depardieu bien au courant de ses remarques et agressions incessantes qui veut croire que l'on bafoue sa présomption d'innocence ?

Leur point commun est de transformer l'agresseur en agressé pour protéger la poule aux œufs d'or de l'industrie cinématographique.

Qu'importe pour eux les sans grade, figurantes, jeunes actrices, habilleuses, interprètes et journalistes qui ont subi ces comportements.

Alors celles et ceux qui dans une contre-tribune affirment qu'il faut se mettre du côté des femmes et briser le silence complice ont mille fois raison.

Harcèlement de rue

Une enquête récente révélait que plus de 8 femmes sur 10 en Belgique ont déjà été harcelées dans la rue. Suivies, menacées, insultées, voire agressées, une grande partie des femmes se préparent à chaque fois qu'elles sortent, gardant par exemple leurs clés en mains pour les utiliser pour se défendre.

Cette violence exercée envers les femmes n'a rien d'étonnant dans une société où les ministres et les personnalités publiques sont régulièrement pointées du doigt pour leur comportement sexiste et violent, comme Gérard Depardieu récemment qui a pourtant été défendu par Emmanuel Macron. Que ce soit au boulot, dans la rue, ou dans la famille, les violences

sexuelles sont nombreuses et dans la toute grande majorité des cas impunies.

On ne peut pas compter sur l'État pour s'attaquer à ces injustices. L'amende qui a été instaurée en 2014

contre le harcèlement de rue est surtout utilisée contre les personnes qui insultent la police, et presque pas contre les harceleurs de femmes.

Faire reculer le sexisme et la violence sexuelle ne pourra se faire que si la

population prend conscience que la violence contre les femmes est une manière de nous diviser, et un obstacle supplémentaire pour lutter côte à côte contre les oppresseurs capitalistes.

Dans les entreprises

Témoignage d'une travailleuse de supermarché

Je travaille pour un traiteur d'une grande enseigne de supermarché très connue. La plupart du temps je suis seule à mon comptoir. En plus, comme je ne suis pas embauchée par le supermarché mais par le sous-traitant, cela crée encore plus de distance avec les autres travailleurs et j'ai très peu de contacts avec mes collègues.

Mon contrat prévoit 38h de travail par semaine. En réalité, je fais bien plus. Les 38h sont réparties sur 6 jours, mais comme il y a des heures supplémentaires tous les jours, et que ce sont des longs trajets, je ne suis jamais à la maison !

Pour nous garder plus tard, la direction nous donne des objectifs énormes. Par exemple, aujourd'hui je dois produire l'équivalent de 1000 € de plats préparés par jour, et ce chiffre augmente régulièrement, alors qu'on est moins nombreuses à travailler ! Quand je compare ça avec mon salaire je vois bien combien les patrons me volent, surtout que les ingrédients ne valent pas très cher dans le prix final.

Malgré tout je veux que le travail soit bien fait, je fais les choses vite et bien et je range toujours en fin de journée pour commencer la journée de manière agréable. Mais parfois je suis envoyée dans d'autres magasins, ou je prends congé, et c'est quelqu'un d'autre qui reprend mon travail. Ce sont souvent des intérimaires, qui sont censés faire autant que moi mais sans expérience et sans formation. Donc souvent, ils n'ont pas le temps de ranger et je me retrouve avec beaucoup plus de travail le lendemain. Cela fait que j'hésite beaucoup avant de prendre des congés, ou de m'arrêter quand je suis malade, car je

sais que je vais avoir une plus grosse charge de travail. Et les chefs osent se plaindre de ces intérimaires, alors que ce sont eux qui imposent les cadences et les heures supplémentaires.

Ah oui, est-ce que je vous ai dit que les heures supplémentaires n'étaient la plupart du temps pas payées ? Ce sont les chefs qui notent mes heures, et souvent ils notent moins que ce que j'ai fait réellement. Et je sais très bien que si je me plains je risque de perdre mon boulot, car il y a beaucoup de monde qui cherche du boulot et qui pourrait reprendre ce poste.

Tout ce travail se fait devant des frigos ouverts, qui sont à 1°. C'est indispensable pour maintenir la nourriture au frais, mais ça fait aussi qu'on travaille avec du froid qui vient sur nous en permanence, et sans équipements appropriés. Pour l'instant je tiens sans trop tomber malade, mais pour combien de temps ?

Témoignage d'un ouvrier intérimaire dans l'automobile

J'ai la cinquantaine, je suis ouvrier depuis que j'ai 18 ans. A 20 ans, j'ai été fier d'être embauché comme ouvrier dans la même usine automobile que mon père. Un jour, l'entreprise a restructuré, procédure Renault, alors j'ai été travailler ailleurs.

Après ça, j'ai fait près de 10 ans de nuit. Puis, quand les enfants ont eu fini de grandir, j'ai enchaîné plusieurs entreprises, en journée. Alors l'exploitation je connais, mon corps la connaît, et ma femme aussi la connaît car ça rend la vie plus difficile à la maison.

L'année passée, j'ai retrouvé de l'embauche dans la même usine automobile où j'avais commencé. L'entreprise a changé, les patrons ont changé, la tenue de travail a changé, mais c'est la même usine.

J'occupe exactement le même poste qu'il y a 20 ans. Mais cette fois-ci comme intérimaire, sous la direction d'un sous-traitant. C'est exactement le même poste, dans la même usine. Mais pour un salaire plus bas.

J'ai rapidement été appelé à faire des semaines complètes. Ce n'est pas le cas de tout le monde. Bien des collègues doivent faire avec moins, et sans arriver à recevoir le chômage complémentaire. L'ONEM fait comme si c'était un choix de rester en intérim ! Cela fait toujours plus de mains-d'œuvre à exploiter pour Uber, etcetera... vers qui se tournent souvent ceux qui n'ont pas d'autre choix pour ramener un salaire « complet »...

Malgré les semaines complètes, je reçois 3 contrats par semaine, un pour lundi-mardi, un pour mercredi, un pour jeudi-vendredi. On reçoit le contrat la veille à 19h, avant ça, c'est l'incertitude. Pour l'intérimaire, s'organiser, prévoir, relève de l'impossible. Mais pour le patron c'est un moyen de ne pas nous payer les jours de maladie.

Comme si ça ne suffisait pas que le système d'intérim pousse à ne pas déclarer la maladie ! Pour y arriver la direction nous plonge dans une concurrence folle en organisant un « classement ». Si tu tombes malade, si tu dis « non » à un contrat pour n'importe quelle raison, tu descends dans le classement. Et être en bas du classement, ça veut dire n'être appelé que quand la direction a contacté tous ceux au-dessus de toi. Pour remonter dans le classement, tu en es à attendre que ceux au-dessus de toi craquent et refusent un contrat, pour prendre leur place. Ils nous mettent vraiment dans une position inhumaine les uns vis-à-vis des autres, ça nous divise !

Théoriquement, une autre manière de monter dans le classement serait

que ceux en tête reçoivent un contrat, comme c'est prévu par la loi. Mais la loi sur l'intérim n'est qu'un tissu de mensonges, elle n'est pas appliquée, car l'État est du côté des patrons.

Par exemple, chez nous, l'entreprise a reçu de l'État une dérogation, elle peut garder l'ouvrier en intérim pendant 3 ans, alors que la loi prévoit beaucoup moins au départ. Mais 3 ans, ça ne suffit pas aux patrons. On ne compte plus les collègues qui ont plus de 4 ans d'intérim, voire plus, en toute impunité.

C'est la même chose pour les contrats hebdomadaires. Chez nous, la théorie c'est qu'après quelques mois, l'ouvrier passe en contrat hebdomadaire. Mais la direction les donne au compte goutte, pour ne pas avoir à payer les jours de chômage.

Car pour ceux qui n'ont pas de contrat hebdomadaire, les jours de chômage signifient ne pas avoir de contrat, mais sans recevoir de C4 ! Pour avoir le C4, il faut faire la démarche seul : faire la demande à la boîte d'intérim, le récupérer et l'envoyer soi-même. Sinon, tu tombes dans un trou bureaucratique : sans contrat, mais pas demandeur d'emploi, donc pas de chômage. A croire que la procédure est rendue pénible exprès ! Histoire de nous tenir en disponibilité, sans nous payer !

L'intérim c'est infernal. Aujourd'hui, qu'on soit jeune ou ancien, c'est presque mission impossible d'y échapper et de ne pas y rester enfermé.

Avec mon expérience je peux mesurer à quel point c'est un recul énorme pour tous les ouvriers, au seul profit des patrons ! Alors à bas

l'intérim, à bas la division qu'elle entraîne entre ouvriers, à bas l'exploitation qu'elle renforce même une fois qu'on a reçu le contrat !

Loi « Immigration » contre tous les travailleurs

En France, la loi « Immigration » a obtenu la majorité le 19 décembre dernier. Proposée par le parti de Macron, elle a été soutenue par la droite et l'extrême droite dont le parti « Rassemblement national » de Le Pen. Cette loi abjecte a été dénoncée par les associations d'aide aux immigrés comme le texte « le plus régressif depuis au moins quarante ans ». Attente pour l'obtention des droits sociaux, durcissement du regroupement familial, fin du « droit du sol » pour les enfants nés en France : c'est une véritable gifle pour l'ensemble des immigrés.

Cette loi est fondamentalement anti-ouvrière car attaquer les immigrés, c'est d'abord et avant tout s'en prendre à des travailleuses et à des travailleurs. C'est s'en prendre aux plus précaires parmi les travailleurs : à celles et ceux qui se lèvent tôt pour gagner leur vie dans les métiers les plus pénibles et les plus mal payés.

Dans une récente étude de l'Insee sur la région Île-de-France, 61 % des aides à domicile et aides ménagères sont étrangères. Les travailleurs étrangers représentent aussi 60 % des ouvriers du bâtiment et des travaux publics, et un cuisinier sur deux est étranger. Les étrangers représentent aussi 48 % des ouvriers non qualifiés dans l'industrie (agro-alimentaire, chimie, plastique, bois), 47 % des agents de sécurité, 45 % des agents

d'entretien, 42 % des assistantes maternelles. Faire passer ces travailleuses et travailleurs pour des profiteurs, voire des menaces, c'est un énorme mensonge, c'est révoltant.

Une partie importante de ces travailleurs, tout en payant cotisations sociales et impôts, sont privés de papiers et reçoivent des OQT (ordres de quitter le territoire). En Belgique également, des travailleurs qui vivent et travaillent ici peuvent du jour au lendemain se faire embarquer et enfermer par la police. Dans un récent témoignage dans la presse, Steve, employé depuis six ans chez Colruyt a reçu un OQT, tout comme Genet, employée en garderie pendant 9 ans. Voilà le résultat de leurs politiques anti-immigration.

Retirer des droits à une partie des travailleurs sans papiers n'en a jamais donné plus aux autres. C'est le contraire : les gouvernements commencent toujours par s'attaquer aux plus précaires pour ensuite s'en prendre à tous les travailleurs. C'est pareil au travail pour les différences de contrats : les actionnaires s'en prennent d'abord aux intérimaires pour ensuite s'en prendre aux CDI.

Contrairement aux paroles mensongères des politiciens et des médias qui les relaient, les lois contre les immigrés en France comme en Belgique ou ailleurs ne vont pas dans le sens des intérêts des travailleurs. Elles servent au contraire à faire oublier les attaques anti-ouvrières et à masquer l'impuissance des capitalistes et de leurs gouvernements à stopper les crises économiques, les inégalités sociales et les guerres.

Les élections ne changent pas la vie !

Tromper la population

Les élections se rapprochent et Thierry Bodson, le président de la FGTB, affirme que le PTB doit « prendre ses responsabilités et accéder un jour au pouvoir » en coalition notamment avec le PS. Un PS de plus en plus discrédité qui mène constamment

une politique favorable au patronat !

Bodson voudrait faire croire qu'un gouvernement avec la participation du PTB ferait une politique différente. Pourtant, avec ou sans le PTB dans un gouvernement de coalition, le grand patronat n'aura pas disparu. Avec ses titres de propriétés sur les entreprises et ses capitaux, les patrons tiennent la barre

pour prendre les décisions dans les banques, les entreprises et l'économie du pays. Des décisions qui sont uniquement favorables aux actionnaires, contre les intérêts des travailleurs ! Et on a vu que lorsque les travailleurs défendent leurs intérêts ils trouvent en face d'eux huissiers, police et juges...

Maintenir l'illusion que les élections pourraient changer la vie des travailleurs est une escroquerie.

En réalité, seules de puissantes luttes des travailleurs peuvent imposer au grand patronat des améliorations pour le monde du travail.

Et finalement, seule l'expropriation des banques et des grandes entreprises et la gestion de la société par les travailleurs permettra des changements significatifs, nécessaires face à la profondeur des crises.

Derrière la démagogie nationaliste et xénophobe, des exécutants dociles des décisions des grands trusts

Les mensonges des démagogues anti-immigrés sont abjectes et hypocrites. En Pologne ou en Hongrie, des partis au pouvoir ouvertement opposés à l'immigration ont même dû adapter ou contourner la loi pour faciliter l'immigration de travailleurs étrangers. C'est le cas du nationaliste Victor Orban qui a dû changer la loi suite à la volonté du groupe international Continental de faire venir 200 travailleurs Indonésiens en Hongrie. En Pologne, face au manque de travailleurs dans certains secteurs, le parti anti-immigration dernièrement au pouvoir est accusé d'avoir facilité l'octroi de visas polonais à des ressortissants étrangers en échange d'argent. En France, c'est le président du Medef qui déclarait *« Ce ne sont pas les patrons qui demandent massivement de l'immigration, c'est l'économie... d'ici 2050, nous aurions besoin, sauf à réinventer notre modèle social et notre modèle économique, de 3,9 millions de salariés étrangers »*.

En réalité, la droite et l'extrême droite sont non seulement incapables de résoudre les problèmes des travailleurs comme la hausse des prix et les salaires trop bas mais ils sont aussi incapables d'aller à l'encontre des exigences du grand patronat ! Alors leurs discours anti-immigrés ne sont qu'un piège pour nous diviser.

Quant aux partis qui se présentent

comme des barrages à l'extrême droite, ils sont tout aussi dociles que les autres face au patronat. Après avoir voté les attaques contre les conditions de vie des travailleurs, ils cherchent un bouc émissaire et finissent, comme Macron en France, par faire la même politique que l'extrême droite.

Pourtant, si le piège de la division est déjoué, quelle force pour le monde du travail ! Ce ne sont pas ceux qui vomissent leur haine sur les plateaux de télévision qui bâtissent les immeubles, entretiennent la voirie ou font tourner les hôpitaux. Ce sont les travailleurs du monde entier. S'ils en prennent conscience, ce rôle donne aux travailleurs la capacité de se battre pour une société meilleure.

Le patronat n'est pas élu mais il a une politique

Le patron de la Fédération des entreprises de Belgique (FEB), Pieter Timmermans, veut déjà imposer son programme et ce, qu'importe le futur gouvernement.

La FEB réclame qu'en juin, quel que soit le résultat des élections, il faudra s'attaquer à l'indexation automatique des salaires, et vite ! Car « on n'aura pas le temps de se disputer pendant des mois pour savoir qui va gouverner avec qui ; ou si des réformes structurelles sont nécessaires. Il faudra agir dès le 10 juin... Pas 2025, mais 2024 ! ».

Pour les patrons, que le gouvernement soit bleu, vert, orange ou rouge cela n'a pas d'importance, tant que ce gouvernement garde du crédit chez les travailleurs et évite que de grandes luttes, comme celles de 1960-61 se développent et aillent même plus loin !

La moitié de l'humanité vote mais les capitalistes restent

En 2024 se tiendront des élections en Belgique, mais aussi aux Etats-Unis, au Brésil, au Mexique, en Inde, -au Pakistan, au Bangladesh, en Indonésie, en Russie, et dans 58 autres pays du monde. C'est près de 4,1 milliards de personnes, plus de la moitié de l'humanité, qui vivent dans des pays où des

scrutins seront organisés cette année.

Pourtant, que les gagnants soient déjà connus, comme en Russie, ou qu'il y ait encore l'illusion d'une alternance, comme aux USA ou en Belgique, aucune de ces élections ne permettra que les intérêts de l'immense majorité soient mis en œuvre, aucune ne pourra changer la vie des milliards d'exploités, aucune ne mettra fin à la misère et aux guerres.

Car que pèsent 4 milliards de votes, quand les 1 % les plus riches de la population mondiale, possèdent plus que la moitié de la richesse totale ?

Déterminer quels démagogues viendront à la tête des gouvernements aux services des capitalistes, et comment leurs fanfaronnades nationalistes et racistes alimenteront les conflits mondiaux : voilà à quoi se résument les élections dans un monde capitaliste en crise.

RDC : caricature électorale

Félix Tshisekedi, le président sortant, a été réélu avec 73 % des votes à la tête de la République Démocratique du Congo. Qu'il ait réellement été élu ou que l'élection ait été truquée, comme le dénonce l'opposition, ne change pas grand chose. L'État congolais, affaibli par des dizaines d'années de guerres, n'est qu'un relais au service de l'impérialisme occidental et des compagnies minières. Les élections n'y sont rien d'autre qu'une façade. Pendant la guerre froide, la Belgique et les États-Unis avaient préféré soutenir directement le dictateur Mobutu pendant ses 32 ans de pouvoir pour plus de stabilité. Mais face à l'hostilité croissante de la population, les impérialistes ont lâché Mobutu pour un simulacre de démocratie.

Lors des élections précédentes, qui ont mené au pouvoir le même Tshisekedi, la Belgique a clairement montré le crédit qu'elle accordait au processus électoral de son ancienne colonie. L'Église belge, financée par l'État, avait alors mis en place un organe de contrôle des élections. Lorsque Tshisekedi avait été annoncé comme remportant des élections

controversées, la Belgique qui avait alors obtenu un résultat différent, avait maintenu ce résultat secret, se rendant complice des falsifications électorales.

Quoi qu'il arrive, ni Tshisekedi, ni aucun autre candidat à la présidentielle congolaise ne pourra mettre fin

à la misère et à la guerre que subit la population congolaise. La violence des groupes armés et l'exploitation forcée des travailleurs congolais est décidée à un bien plus haut niveau, dans les conseils d'administration de Tesla, Apple, Nokia, Intel ou HP, qui tirent des immenses bénéfices des minerais extraits

avec le sang des Congolais.

C'est seulement en renversant les capitalistes qui règnent sur la planète, que les travailleurs congolais, côte à côte avec les prolétaires du monde entier, pourront mettre fin aux horreurs qu'ils subissent au quotidien.

Les élections ne peuvent pas changer la société, mais elles peuvent être utiles aux travailleurs pour se regrouper et faire entendre leurs intérêts, sans illusions, en vue des luttes à venir.

C'est dans cette perspective que Lutte Ouvrière présentera en Belgique deux listes aux élections fédérales de juin 2024. Une dans le Hainaut, et une pour la première fois à Bruxelles.

Alors pour refuser le cirque électoraliste, pour faire entendre le camp des travailleurs, pour dénoncer l'exploitation et les guerres du capitalisme, pour commencer à se regrouper et s'organiser, soutenez, signez et faites signer autour de vous pour que les listes Lutte Ouvrières puissent se présenter aux élections fédérales de juin 2024 !



Bruits de bottes

Propagande de guerre

Michel Hofman, le chef de la défense belge est en pleine campagne de propagande pour l'armement de la Belgique. En cadeau pour les fêtes avec la ministre de la défense Dedonder, ils ont fait tourner un clip. De son côté, après des visites dans des bases militaires en Roumanie et en Lituanie, la ministre a annoncé vouloir doubler le nombre de militaires à l'étranger ainsi que continuer d'augmenter les budgets militaires.

Entre préparation des consciences à coups de clips militaristes et augmentation de la production d'armes, les tensions s'accroissent tous les jours.

L'armée ukrainienne a besoin de chair à canon

En Ukraine, le débat autour d'un nouveau projet de loi visant à mobiliser des centaines de milliers d'hommes supplémentaires est au cœur des préoccupations de la population.

Ce projet de loi, annoncé par le président Ukrainien, Zelenski, le 25 décembre, prévoit une nouvelle mobilisation de masse (450.000 à 500.000 hommes) pour l'année à venir.

Mais après 22 mois de barbarie, et la succession des scandales de corruption au sein de l'Etat, l'élan patriotique sur lequel s'était appuyé le gouvernement et l'armée pour recruter des volontaires s'est essoufflé. Pour y pallier, Zelenski propose d'abaisser l'âge de mobilisation de 27 à 25 ans et d'imposer de nouvelles sanctions (lourdes amendes, retrait de permis de conduire,...) à ceux qui résistent à l'enrôlement.



Ces mesures autoritaires visent directement les couches pauvres de la population. Une parlementaire du parti de Zelenski a même proposé d'inscrire dans la loi la possibilité d'éviter la mobilisation en échange d'une importante somme d'argent.

« Et ceux qui n'ont pas d'argent, qu'ils crèvent dans les tranchées et que leurs enfants deviennent orphelins ? » s'est insurgé un internaute sur la page Facebook de la députée, « La guerre, c'est pour les pauvres » ajoute un autre.

Cette conscience que la guerre ce sont avant tout les pauvres qui y meurent, existe aussi dans l'armée. Un soldat interviewé par le journal français « Le

Monde » raconte « (...) Tous les pays envoient leurs pauvres faire la guerre. Moi, je suis un pauvre qui n'a rien à perdre. Les riches ne comprennent pas nos peurs, car eux ont d'autres peurs, et tant à perdre. L'armée crée un système et un discours qui font croire aux pauvres qu'ils seront protégés et sauvés, mais c'est une illusion. L'objectif est juste de nous aider à tuer l'ennemi. » C'est vrai que les riches ont peur de perdre une partie de leur fortune... mais généralement ils n'en meurent pas !

Aujourd'hui, en l'absence de tout autre perspective, « l'ennemi » de ce soldat ukrainien reste encore le soldat russe, et pas le général ukrainien ou le capitaliste occidental, car comme il le raconte « [Sur la ligne de front] (...) on n'est humainement pas destinés à s'entretuer. Pourtant, on tire. C'est lui ou moi. Ça se joue entre la mort et moi. Tuer, c'est vivre. ».

Au 20^{ème} siècle, la seule perspective qui ait permis de sortir de cette alternative barbare où les pauvres s'entretuent pour survivre, a été ouverte par le programme des bolchéviques et la révolution russe de 1917.

En pleine 1^{er} guerre mondiale, les révolutionnaires russes dénoncèrent la guerre qui ne pouvait profiter qu'aux riches capitalistes, et

propagèrent l'idée que les soldats, les pauvres, les travailleurs n'avaient aucun intérêt à mourir pour la victoire de leur nation. Les bolchéviks appelèrent alors les soldats et les travailleurs à fraterniser de part et d'autre des lignes de front et de toutes les frontières, pour que dans chaque pays ils retournent leurs armes contre leurs propres généraux, et leurs propres exploités, et s'emparent du pouvoir politique, et économique.

C'est cette politique, communiste, internationaliste et révolutionnaire, qui a permis à la classe ouvrière de s'emparer du pouvoir en Russie, et de mettre fin à la guerre en déclenchant une vague révolutionnaire à travers toute l'Europe.

Et aujourd'hui encore, c'est de cette perspective dont ont besoin tous ceux qui, en Ukraine, en Russie et partout dans le monde, veulent mettre un terme à la barbarie capitaliste, aux guerres, à la misère et à l'exploitation.

Gaza le massacre continue

Depuis l'attaque terroriste du Hamas contre Israël le 7 octobre dernier, les bombes n'ont pas cessé d'écraser Gaza : plus de 22.000 morts, dont une grande majorité de femmes et d'enfants ! 9 habitants de Gaza sur 10 sont devenus des réfugiés, obligés de s'entasser dans des camps presque sans eau et sans nourriture, la plupart des points d'eau ayant été détruits par l'armée israélienne. Les maladies s'emparent des survivants affamés et sans moyens sanitaires. La gale, les maladies gastro-intestinales et les maladies respiratoires sont légion, et la famine attend la majorité des habitants.

Cette situation catastrophique est le résultat de la politique impérialiste anglaise au siècle dernier, puis américaine, qui ont soutenus et armés Israël, et de celle de tous les États occidentaux qui continuent de soutenir l'État assassin. Les capitalistes américains et européens, et les gouvernements qui leurs obéissent, ferment les yeux sur un massacre pour garder un allié puissant au Moyen-Orient. Ce

sont les mêmes qui ont écorché jusqu'au sang les pays colonisés et qui ont mis deux fois le monde à feu et à sang au siècle dernier, dans le seul objectif de faire grossir leurs profits et leur domination.



Israël : spirale nationaliste

La sale guerre d'Israël fait ressortir les pires discours de l'extrême droite sioniste. Plusieurs ministres du gouvernement de Netanyahu ont déclaré qu'il fallait pousser les Palestiniens à émigrer hors de Gaza et relancer la colonisation de cette région. Le même processus d'élimination des Palestiniens est en cours en Cisjordanie. Certains ont pris contact avec d'autres pays, comme le Congo, pour passer des accords pour l'accueil de ces réfugiés. Cette politique de « nettoyage ethnique » rappelle avec horreur les projets d'expulsion des juifs hors d'Allemagne qu'Hitler avait cherché à mettre en place avant la Shoah, l'extermination physique des juifs.

Dans toute leur hypocrisie, les dirigeants européens et américains ont condamné ces propos. Ce qui ne les empêche pas de continuer à armer l'État d'Israël ! Pour tenter de faire oublier leur rôle dans ce conflit, la France et la Jordanie ont largué à Gaza 7 tonnes d'aides humanitaires... pour plus de 2 millions d'habitants ! Ces quelques miettes ne parviendront jamais à masquer les millions d'euros de bombes que les capitalistes français ont vendu à Israël, aujourd'hui rouges du sang des Palestiniens.

Oppositions à la guerre

En Israël comme en Palestine, des oppositions à la politique meurtrière de Netanyahu et du Hamas se font entendre. En Israël, les critiques du gouvernement sont nombreuses, certaines

reprochant à Netanyahu sa mauvaise gestion sécuritaire ou sa réforme judiciaire, d'autres allant jusqu'à dénoncer le massacre des Palestiniens malgré les risques de répression par l'État et les groupes d'extrême droite. En Cisjordanie, des pacifistes israéliens viennent en aide aux bergers palestiniens, s'interposant face à l'armée et aux colons. Des jeunes de 18 ans refusent aussi le service militaire, risquant la prison. C'est le cas de Tal Mitnick qui a affirmé dans une lettre ouverte : « La violence ne peut pas résoudre la situation, ni par le Hamas, ni par Israël. Par conséquent, je refuse de m'enrôler dans une armée qui croit que le vrai problème peut être ignoré, sous un gouvernement qui ne fait que perpétuer le deuil et la douleur. »

En Palestine, les critiques envers le Hamas se font de plus en plus nombreuses. Si, de rage face à leur oppression quotidienne par l'État israélien, une partie de la population était plutôt favorable à l'offensive du Hamas le 7 octobre, plusieurs ont pris leurs distances en apprenant le nombre de morts civils et de viols perpétrés par le Hamas. Les reproches sont aussi tournés contre la direction du Hamas, comme cet homme de Gaza qui dénonce : « S'ils ont préparé l'assaut pendant deux ans, comment ont-ils pu n'avoir aucun plan pour les 2 millions de Palestiniens qu'ils ont poussés sous le feu israélien sans leur demander leur avis ? »

Les critiques de Netanyahu et du Hamas sont courageuses. Pour mettre fin à ce bain de sang, il n'y aura pas d'autre choix que de s'unir entre travailleurs israéliens, palestiniens, et du monde entier, pour renverser l'État d'Israël et les impérialistes qui le soutiennent.

**Suivez-nous
sur Facebook :**

Lutte Ouvrière Belgique

E-Mail : contact@lutte-ouvriere.be

Tel : 0470-18.82.39

Internet : www.lutte-ouvriere.be

Partagez nos publications !